

[Text]

**Madam Bégin:** That is it. Exactly.

**The Chairman:** Mr. Dantzer, could you hold your next question until I get another round table?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Are we not going to the NDP? I do not want to . . .

**The Chairman:** Normally, I was going to do two, one, one.

Mr. Miller, are you ready for questioning?

**Mr. Miller:** Thank you, Mr. Chairman. I would like to welcome the minister to our committee. I guess there is one thing that concerns me a little bit, Madam Minister, and that is the question: Why do we exist? I think all on this committee and others in the community concerned about pensions are willing and quite happy to spend a great deal of time dealing with green paper proposals and proposals that other people may bring toward us. But I think we have to be assured that we are serving a useful purpose, that the deliberations over the next few months are really going to bring about some pension reform.

• 1715

It seems to me that this topic has been around in a very major way over the last five years. There has been a number of reports; the green paper sort of summarizes those reports in many ways. I think you have outlined in your brief introduction today some of the failings of one system and how another system has been able to meet the needs of, anyway, many Canadians.

So I guess the question is: Is the government really as open to suggestions from this committee and from the public as you have indicated today? Are we going into pension reform that can reflect the needs of Canadians from their point of view, not from some preconceived ideas of the government right now? Maybe I will let you answer that and then I will pursue that to some extent.

**Madam Bégin:** The answer is an obvious yes. We need you; there is no doubt about that. I hope I can say that very clearly and, if I may, I will try to rapidly explain why. You see, it is not five years, it is really three years since there was a kind of public debate around pension reform. Well, the maximum I was able to do when we assessed it, because we assessed it all of us together, was to put across to Canadians that there is a problem. Everybody may be very bored with all these speeches on pension; my staff is, that is for sure, and those who travel with me. But the most we have been able to achieve is to launch the dossier and put the problem across, but there is not the slightest consensus on how much we pay. As you have just said, there is no free lunch. That message has not yet been, I think, really spelled out. It is not that I did not try, but that I have just opened the dossier. That is all I have been able to achieve—and speak of the objectives.

[Translation]

**Mme Bégin:** Précisément. Vous avez raison.

**Le président:** Monsieur Dantzer, pourriez-vous attendre le prochain tour pour conclure?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Qu'en est-il du représentant du NPD? Je ne voudrais pas . . .

**Le président:** J'avais dans l'idée de commencer par deux représentants des conservateurs.

Monsieur Miller, seriez-vous prêt à intervenir?

**M. Miller:** Merci, monsieur le président. Je tiens à mon tour à souhaiter la bienvenue au ministre. Il y a je crois, madame le ministre, quelque chose qui me laisse un peu songeur: pourquoi sommes-nous ici? Tous les membres du Comité, comme tous les Canadiens d'ailleurs, se préoccupent, j'imagine, du problème des pensions et nous serions parfaitement heureux et tout disposés à consacrer pas mal de temps aux propositions du Livre vert et à toutes les autres propositions qui pourraient nous être soumises. Il n'empêche que nous devons avoir la garantie que notre travail sera utile et que les délibérations des prochains mois pourront effectivement servir à quelque chose et vont déboucher sur l'une ou l'autre réforme des pensions.

Il me semble que depuis cinq ans, c'est un sujet assez à la mode. Les rapports ont proliféré, et le Livre vert en fait en quelque sorte la synthèse. Vous avez, je pense, mis en lumière aujourd'hui, dans votre rapide introduction, certaines carences d'un système et aussi de quelle manière un autre système a effectivement pu répondre aux besoins, mettons, de bon nombre de Canadiens.

Je vous poserai donc la question suivante: Le gouvernement est-il effectivement aussi favorable aux propositions éventuelles du Comité ou de la population que vous sembliez le laisser entendre tout à l'heure? Allons-nous avoir une réforme des pensions qui corresponde aux besoins des Canadiens selon l'optique des Canadiens et qui ne soit pas basée sur l'une ou l'autre idée préconçue qu'aurait déjà formulée le gouvernement? Peut-être pourriez-vous répondre à cette question pour commencer, après quoi je pourrais un peu approfondir le problème.

**Mme Bégin:** La réponse est évidemment affirmative. Nous avons besoin de vous, cela ne fait aucun doute. J'espère pouvoir vous en persuader sans équivoque et je vais, si vous le voulez bien, essayer de vous expliquer rapidement pourquoi. En fait, ce n'est pas de cinq ans qu'il s'agit, mais plutôt de trois ans depuis le début de ce débat public autour de la question de la réforme des pensions. Lorsque nous avons fait une analyse de la situation, et nous l'avons d'ailleurs faite tous ensemble, le mieux que j'aie pu faire à l'époque était de faire comprendre au plus grand nombre possible de Canadiens qu'il y avait effectivement un problème. Il se peut que tout le monde en ait assez d'entendre discourir à propos des pensions, et je sais que c'est le cas pour mes collaborateurs, pour tous ceux qui m'accompagnent. Mais le mieux que nous ayons pu faire jusqu'à présent a été d'ouvrir le dossier et de parler du problème. Cela dit, le montant total de la facture est loin de faire l'unanimité. Vous l'avez dit vous-même, en matière de